

## **À propos des initiatives à prendre à gauche**

**Note au CEN – Christian Picquet – 7 juin 2019**

---

Par cette note, je souhaite affiner notre réflexion sur les initiatives à prendre en direction de la gauche.

### ***Tout d'abord, sur le contexte***

Après les européennes, nous sommes entrés dans un moment d'accélération des processus de désintégration/réorganisation du champ politique. La question de la « reconstruction » n'est pas simplement posée par le danger de marginalisation politique et électorale de la gauche, que le résultat des européennes a mis en évidence, ni même par la crise sévère qui secoue plusieurs courants. À l'échelle du mouvement ouvrier organisé et, plus largement, de l'électorat qui persiste à se déterminer en fonction du clivage gauche/droite (c'est-à-dire le socle de la résistance à la droitisisation du paysage politique et idéologique), elle va de plus en plus apparaître comme un problème vital en raison du danger que représente l'extrême droite, en particulier dans le monde du travail et les classes populaires.

Une remarque à ce propos. Je trouve que nous avons tendance, dans nos diverses expressions publiques ou internes, à mettre trop exclusivement l'accent sur la « relégitimation » de Macron et à ne pas suffisamment souligner la gravité de l'opération qui aboutit au face-à-face entre Larem et le RN, dans le contexte d'instabilité que connaît la France. Le danger ne vient pas uniquement du fait qu'une part importante de l'électorat populaire qui se rend encore aux urnes utilise le bulletin de ce parti pour exprimer sa colère ou son sentiment d'impuissance. Il provient du fait qu'entre un tiers et 40% des Français ne manifestent plus d'opposition à son éventuelle accession au pouvoir. Toute une série d'articles montrent d'ailleurs que l'inquiétude grandit à ce propos dans la classe dominante, le dernier en date étant celui d'Alain Duhamel, dans *Libération* du 6 juin, qui va jusqu'à faire le parallèle entre ce qu'il appelle la « contre-présidence » Mitterrand à la fin des années Giscard et la situation présente de Le Pen.

Par conséquent, une fois « la poussière retombée » du séisme des européennes, l'enjeu de relever la gauche va se trouver de plus en plus corrélé à la nécessité de ne plus laisser Macron faire le lit de l'extrême droite. Ce qui n'efface toutefois pas la complexité du problème, dû à plusieurs facteurs : la mémoire toujours vive du quinquennat Hollande, auquel le PS demeure largement associé ; le fossé qui n'a cessé de se creuser entre la société et les partis ; l'état des rapports de force et la relation de méfiance qui s'est progressivement installée entre le mouvement social et la gauche, qui vont peser négativement sur la crédibilité de toute prise d'initiative ; l'extrême instabilité de la situation interne de nos interlocuteurs (et possibles partenaires).

### ***À propos de l'état de la gauche***

Sur ce point, quelques éléments à débattre. LFI traverse une zone de turbulences aiguës, qui ne devrait cependant pas remettre en cause le leadership de JLM (lequel semble se préparer à un nouveau coup de barre sur la ligne du « populisme de gauche », voire au lancement d'une nouvelle structure-gigogne – la « Fédération populaire » ? – pour sortir son mouvement de l'impasse). Cela

n'ira pas sans un sérieux affaiblissement politique et militant de cette formation, et cela peut conduire à la prise d'indépendance de certains des courants qui se retrouvaient jusqu'alors dans LFI (cf. l'initiative Autain, qui reste néanmoins prisonnière d'un tropisme « petite gauche mouvementiste »).

Le PS a sauvé les meubles, et le score de la liste Glucksmann (surtout si on l'additionne à celui de la liste Hamon et même à une partie du résultat de la liste Jadot) confirme qu'il reste un espace non négligeable pour la social-démocratie. Cela dit, aucune ligne ne s'exprime clairement au sein de ce parti, et il est symptomatique de sa paralysie interne que ne s'y exprime par exemple pas la proposition d'un tournant de type portugais ou espagnol.

Pris en tenailles entre un PS qui n'a pas été rayé de la carte et la poussée d'EELV, Génération.s se voit maintenant posé la question de son devenir. De l'aveu même de certains de ses dirigeants, une partie de sa jeune base militante se révèle polarisée par EELV, y compris dès l'échéance des municipales.

Quant aux écologistes, ils vont très certainement voir se cristalliser en leur sein une double confrontation, dont l'expression restera probablement feutrée, vu les circonstances : entre ceux qui veulent conserver un ancrage à gauche pour EELV, et ceux qui sont tentés par des alliances tous azimuts ; entre la ligne Jadot (qui porte assez explicitement cette dernière option et dispose de sérieuses connivences avec l'aile écolo de la Macronie) et la ligne Cormand (qui dessine par petites touches le projet d'un leadership écolo sur une gauche « non marxiste »).

Les partenariats vont donc se révéler compliqués. Cet état de fragmentation va peser négativement sur un mouvement social lui-même en proie aux divisions et à une profonde désorientation, alors que s'annoncent les affrontements décisifs que l'on sait. Il peut, de plus, accentuer des tendances centrifuges, notamment en vue des municipales.

Raison de plus, me semble-t-il, pour que nous apparaissions comme un pôle de référence et de stabilité dans cette gauche en pleine tourmente. Certes, nous venons d'essuyer un échec électoral. Mais la campagne des européennes nous a redonné de la visibilité politique et de l'autorité à gauche, elle a remis à l'ordre du jour la capacité d'initiative du parti. C'est, dans une telle situation, une force pour articuler les actions visant notre renforcement (je ne reviens pas sur ce qu'elles recouvrent) à une offre clairement énoncée de rassemblement.

### ***Sur les initiatives à prendre***

Un appel à toutes les forces de la gauche politique et sociale est indispensable dès le prochain CN. Mais, en l'état actuel des choses, nos propositions ne sont pas suffisamment repérables. Comme dans tout moment où prédominent les facteurs de désagrégation, c'est le parti portant l'offre la plus cohérente et structurée qui prend un avantage certain. Le pire serait que nous devions passer notre temps à répondre à des appels et initiatives incapables par leurs problématiques (« *big-bang* », etc.) d'offrir la moindre issue à la crise de la gauche. Il nous faut, bien sûr, parler avec tout le monde, mais à partir de notre propre cohérence.

Trois propositions, à partir de là.

1. Notre démarche devrait être résumée en une formule qui la rende identifiable à une large échelle (ce que, dans l'histoire, le parti a régulièrement fait). Sans doute, c'est la formule d'union populaire, parce que nous l'avons déjà avancée dans notre discours public, qui répond le mieux à l'objectif en ce qu'elle désigne d'emblée une ambition majoritaire.
2. Nous devons donner de la consistance à l'idée que les contenus déterminent la dynamique de l'union. Nous disposons, sur ce plan, d'un atout pour ouvrir le débat et travailler aux clarifications : les « dix propositions ». Nous avons, *de facto*, pris par les nécessités de la campagne, renoncé à en faire un matériel spécifique, de nature à nourrir le dialogue avec toute la gauche comme avec le syndicalisme ou la mouvance associative. Et, depuis le 26 mai, nous n'en parlons quasiment plus. Il faudrait rectifier rapidement, ces mesures étant, quoique limitées à quelques grandes urgences, de nature à placer le parti en position offensive.
3. Il nous faut enfin ne pas limiter la construction envisagée aux partis. Dans le texte d'orientation du congrès, nous avons lié rassemblement de la gauche et implication populaire. Je renouvelle dès lors la suggestion avancée lors du dernier séminaire du CEN : ne devrions-nous pas mettre sur la table l'idée de réunir des assemblées populaires partout où c'est possible, objectif pouvant au demeurant s'articuler avec les démarches citoyennes qui vont voir le jour dans le cadre de la préparation des municipales ? Nous n'aurions rien à en redouter, la solidité étant plutôt de notre côté dans la configuration délabrée de la gauche. Ce serait, en outre, un moyen de prendre appui et renforcer l'influence que la campagne des européennes nous a permis de regagner.

C'est à partir de ce dispositif de bataille qu'il me paraît possible de décliner avec encore plus d'efficacité les batailles immédiates que nous avons énumérées au soir du 26 mai, dans la perspective d'arracher des victoires. Je n'y reviens pas.

Une dernière question va se poser à nous, autant là aussi l'anticiper, celle du cadre à travers lequel un dialogue pluraliste peut être renoué et des batailles communes lancées. Place publique avait déjà mis l'accent sur ce type de structure, avant que Glucksmann ne prenne la tête de la liste socialiste. Faure vient de reprendre l'idée et, de manière plus surprenante, Besancenot a lui aussi parlé d'une « *coordination permanente* » (cf. *L'Huma-dimanche*), mais il ne l'envisage que circonscrite à la « *gauche radicale* ». Je ne crois pas opportun, à ce stade, de porter une proposition de structuration (du moins, avant que nous ayons fait le tour du spectre politique de la gauche), mais nous ne saurions non plus la récuser par principe. Il faut, de mon point de vue, si la question vient en débat, y mettre deux conditions : qu'un cadre commun soit aussi représentatif que possible de la diversité de la gauche (en clair, ni cristallisation d'un partenariat exclusif, que ce soit avec le PS ou LFI, ni regroupement minorisant de la seule « gauche de la gauche ») ; et qu'il serve non seulement au nécessaire débat, mais aussi et d'abord à vérifier les possibilités d'action commune.